

UE: le splendide isolement helvétique

BASTIEN NANÇOZ
historien,
auteur de
François Mitterrand et la Suisse: une amitié européenne

En cette pause estivale, le bilan de la politique européenne de la Suisse ne vole pas haut: dix rounds d'entretiens exploratoires qui n'aboutissent à aucun mandat de négociation, une négociatrice en chef qui jette l'éponge sans avoir terminé le travail et la nomination d'un nouveau secrétaire d'Etat au DFAE (Affaires étrangères) qui ne mentionne même pas le dossier européen. Si un pays voulait envoyer des signaux négatifs à ses partenaires de négociation, il ne ferait pas autrement. Le message est clair: la Suisse ne veut pas trouver d'accord avec l'UE. Bien au contraire, elle met en mouvement les leviers traditionnels de sa politique isolationniste et de repli dans son réduit alpin pour mieux jouir de son splendide isolement. Par des effets d'annonce réguliers sur la prétendue «dynamique positive», le Conseil fédéral masque son intention: assurer un accès inconditionnel au marché intérieur européen dans d'ultimes bilatérales III.

De nombreux proeuropéens helvétiques sont ainsi tombés dans le panneau de l'opération séduction Sefcovic de mars dernier et sont aveuglés par le discours optimiste du Conseil fédéral.

Une analyse sérieuse de ces événements ne laissait pourtant pas l'ombre d'un doute: ce n'était que de la poudre aux yeux. Le dernier communiqué du DFAE sur le sujet le confirme. Fidèle au charabia diplomatique helvétique, il affirme que le Conseil fédéral a fixé «les lignes d'une possible future négociation dont les paramètres confidentiels doivent permettre de réaliser des progrès sur un certain nombre de questions qui restent ouvertes et qui pourront être approfondies au niveau technique tout en préservant les intérêts essentiels de la Suisse». Vous n'avez rien compris? C'est normal.

Plus grand monde en Europe ne comprend la politique suisse

Répétant les schémas du passé, notre diplomatie affirme d'abord vouloir avancer «à la verticale» plutôt qu'à «l'horizontale» pour finalement rester immobile jusqu'à la fin octobre, soit après les élections fédérales. Les diplomates suisses ne veulent prendre

aucun risque, surtout pas celui de déplaire à la majorité de droite, rappelant au passage que c'est le veto populaire qui dicte la politique étrangère de ce pays, pas son gouvernement. Selon les négociateurs helvétiques, le reproche de vouloir «le beurre et l'argent du beurre» devrait plutôt être perçu comme un compliment, puisqu'il est la preuve des succès diplomatiques. La Suisse est d'ailleurs le pays tiers qui compte le plus d'accords avec l'UE. La grandeur de la Suisse est à la mesure de son étroitesse d'esprit.

Résultat: plus grand monde en Europe ne comprend la politique européenne de la Suisse. Pourquoi s'en étonner? Un diplomate actif dans le dossier prétendait en avril à Fribourg qu'«affirmer que la voie bilatérale ne fonctionne plus est faux» et que l'«érosion relève des phénomènes naturels», pas des affaires diplomatiques. Les atermoiements de la diplomatie helvétique ne sont ainsi pas provoqués par un vague manque de volonté du Conseil fédéral, mais par une politique étrangère protectionniste qui n'a pour objectif que l'accès au marché intérieur européen et n'a comme héros que Guillaume Tell. »